



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8929<sup>e</sup>** séance

Mardi 14 décembre 2021, à 10 heures  
New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Abarry . . . . .	(Niger)
<i>Membres :</i>	Chine . . . . .	M. Geng Shuang
	Estonie . . . . .	M. Jürgenson
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M. de Rivière
	Inde . . . . .	M. Tirumurti
	Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
	Kenya . . . . .	M. Ndung'u
	Mexique . . . . .	M <sup>me</sup> Buenrostro Massieu
	Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Dame Barbara Woodward
	Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> King
	Tunisie . . . . .	M. Cherif
	Viet Nam . . . . .	M <sup>me</sup> Tra Phuong Nguyen

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient**

**Le Président** : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M. Hans Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; et M. Ramesh Rajasingham, Sous-Secrétaire général par intérim aux affaires humanitaires et Coordonnateur adjoint par intérim des secours d'urgence au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Grundberg.

**M. Grundberg** (*parle en anglais*) : Comme je l'ai dit récemment lorsque j'ai lancé un appel à la retenue, je suis profondément alarmé par la poursuite de l'escalade militaire et de la violence au Yémen. Depuis ma dernière intervention devant le Conseil de sécurité (voir S/PV.8878), le conflit s'est considérablement aggravé. Nous courons le risque de voir s'ouvrir un nouveau chapitre de la guerre au Yémen, encore plus fragmenté et sanglant. Ce risque est reconnu par un large éventail d'interlocuteurs yéménites et régionaux.

Pourtant, alors même que toutes les parties au conflit me professent leur désir de voir la paix s'imposer, elles continuent de privilégier les options militaires. J'ai été clair sur le fait que les options militaires n'aboutiront pas à des solutions durables. La retenue, la désescalade et le dialogue sont ce dont nous avons besoin maintenant de toute urgence. Avant d'en dire plus sur les contacts que j'ai eus et les conclusions que j'en tire, qu'il me soit permis d'abord de récapituler certains des événements majeurs survenus depuis mon dernier exposé.

À Hodeïda, le 12 novembre, les forces conjointes affiliées au Gouvernement yéménite ont évacué leurs positions dans une grande partie de la province. Les forces d'Ansar Allah ont immédiatement pris le contrôle de la plupart des zones concernées, ce qui a entraîné un déplacement important de la ligne de front dans la province. Au cours des deux premières semaines qui

ont suivi le retrait, les nouvelles lignes de front dans les quartiers sud de Hodeïda ont été très disputées, les parties faisant usage d'artillerie lourde et de frappes aériennes.

Bien que les hostilités aient connu une baisse sensible depuis le début du mois, les conséquences pour les civils sont préoccupantes, des informations faisant état de victimes civiles et de milliers de familles déplacées depuis le retrait. Tandis que les affrontements sur la côte ouest prenaient temporairement le devant de la scène, la bataille décisive pour Mareb s'est poursuivie. Les combats se sont intensifiés, Ansar Allah renouvelant son assaut sur vers la ville et les champs pétrolifères de la province, tandis que la coalition intensifiait ses frappes aériennes en soutien au Gouvernement yéménite. Je reste préoccupé par la possibilité d'une guerre urbaine dans la ville, qui aurait des conséquences terribles pour les civils.

L'offensive d'Ansar Allah sur Mareb a des répercussions inquiétantes sur les autres lignes de front. Au cours de mes rencontres avec les parties, j'ai insisté sur l'urgence d'une désescalade et de mesures immédiates pour protéger les civils. Mais l'intensification des combats et le déplacement des lignes de front mettent en danger les civils et, dans de nombreux cas, les obligent à fuir une deuxième, voire une troisième fois.

Je suis alarmé par l'escalade militaire à laquelle se livrent toutes les parties au conflit au Yémen. L'utilisation accrue de l'artillerie, des missiles et des frappes aériennes met en danger les civils ainsi que les infrastructures et les services civils. Je suis également préoccupé par les attaques contre l'Arabie saoudite, qui visent les civils et les infrastructures commerciales. L'exécution sommaire sur la côte ouest de 10 personnes appartenant aux forces de sécurité locales le 13 novembre, que l'ONU a condamnée, est un autre exemple du peu de cas dont il est fait du droit international dans ce conflit, ce qui ne laisse de m'inquiéter.

Je tiens ici à répéter que les guerres ont des règles. Tous les acteurs du conflit, qu'ils soient directement engagés ou qu'ils jouent un rôle d'appui, ont des comptes à rendre et des obligations en vertu du droit international humanitaire. Cela inclut la protection des civils et le traitement humain des prisonniers de guerre. À cet égard, on constate une augmentation du nombre de détenus par les parties au conflit. Mon bureau reste en contact régulier avec les parties afin de les réunir et d'encourager le respect de l'obligation qui leur incombe de libérer tous les détenus liés au conflit,

conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Stockholm.

Je voudrais mettre en exergue un sujet qui reste en tête des priorités de tous mes interlocuteurs yéménites : l'économie. J'ai entendu un fort sentiment de frustration et de désespoir à Aden, à Taëz et partout où j'ai rencontré des hommes et des femmes yéménites. À Aden et dans les provinces environnantes, la valeur du rial yéménite est à son plus bas niveau par rapport aux devises étrangères, érodant encore plus le pouvoir d'achat de la population. Le taux de change est mieux maîtrisé à Sanaa, mais les difficultés économiques sont importantes. L'inflation reste un problème et les gens ont besoin de toucher leurs salaires. Le coût du transfert de rials yéménites d'Aden à Sanaa a grimpé en flèche, faisant peser un lourd fardeau sur le secteur privé et sur les personnes qui subviennent aux besoins de leurs familles dans diverses régions du pays. Au cours de récentes consultations informelles avec des femmes d'affaires yéménites, celles-ci ont décrit les graves difficultés qu'elles rencontrent dans la conduite de leurs affaires. Je voudrais rappeler à tous la régression massive des droits des femmes suite au conflit, une situation qui est encore aggravée par l'effondrement de l'économie.

Comme le soulignera également le Sous-Secrétaire général Ramesh Rajasingham, il est urgent de procéder à une désescalade économique et à de vastes réformes pour améliorer les moyens de subsistance, réduire le coût des marchandises et protéger la monnaie.

Le Gouvernement yéménite a récemment entrepris certaines réformes, notamment en ce qui concerne le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale à Aden. J'espère que ces mesures ouvriront la voie à d'autres réformes indispensables. Il est urgent de répondre aux besoins économiques du pays dans son ensemble, et pour cela, nous avons besoin d'un véritable engagement des parties prenantes yéménites et d'une coordination étroite au sein de la communauté internationale pour trouver des solutions.

En ce qui concerne les immenses défis auxquels les Yéménites sont confrontés dans leur vie quotidienne, je regrette de devoir souligner une fois de plus que les restrictions à la liberté de circulation des personnes et des biens continuent d'imposer des difficultés considérables à la population yéménite, en particulier aux femmes. À Taëz, j'ai appris et vu de mes propres yeux comment les fermetures de routes et les postes de contrôle empêchent les civils de se faire soigner, de s'instruire et de faire du commerce. Les routes doivent être ouvertes. Il faut

aussi que l'aéroport de Sanaa rouvre. Les obstacles aux importations et à la distribution de carburant dans le pays continuent également de causer des souffrances aux civils et doivent être levés, notamment en levant les restrictions sur le port de Hodeïda. La circulation des personnes et des biens n'est pas un problème isolé géographiquement. Il s'agit d'un problème grave dans tout le pays auquel les parties au conflit doivent remédier avec l'appui de la communauté internationale.

Pour conclure sur les dernières évolutions, je voudrais ajouter ma déception face à la détention de membres du personnel des Nations Unies dont le Sous-Secrétaire général Ramesh Rajasingham parlera dans son exposé.

Je voudrais maintenant de revenir sur mon rôle jusqu'à présent, et sur les conclusions que j'en tire. J'ai consacré les trois premiers mois de mon mandat aux efforts décrits dans le plan que j'ai présenté lors de mon premier exposé au Conseil (voir S/PV.8854). L'objectif principal était d'engager un dialogue avec un large éventail de Yéménites sur la manière d'inverser la trajectoire d'escalade actuelle et de lancer un processus politique. Cet effort a donné lieu à de nombreuses réunions, tant au Yémen que dans la région. Les discussions ont souvent été difficiles, ce qui souligne à la fois la complexité et la gravité du conflit. Mes conversations ont laissé transparaître un sentiment compréhensible de frustration et de désespoir, car les tentatives passées de trouver des solutions n'ont pas donné les résultats escomptés.

L'autre objectif du début de mon mandat a été d'établir d'étroites relations de confiance avec les États Membres de la région afin de rallier leur appui à un processus politique. J'ai également impliqué les membres du Conseil de sécurité dans ces questions et je suis reconnaissant du soutien exprimé à l'égard de mes efforts.

Les efforts déployés ces dernières années pour parvenir à un accord fondé sur les conditions préalables des parties au conflit n'ont pas encore porté leurs fruits, et je pense que cela est dû en partie au fait que les conditions des parties sont liées à des questions politiques qui ne peuvent être abordées que dans le cadre de discussions plus globales. Alors, soyons francs. Étant donné que les parties ne se sont pas rencontrées depuis plus de cinq ans pour discuter d'un ensemble plus large de questions, la mise en place d'un processus politique renouvelé est une tâche compliquée. Le conflit s'est poursuivi sans relâche depuis les pourparlers au Koweït en 2016, et les

écarts entre les parties n'ont fait que se creuser. Pour avoir des discussions constructives sur la voie à suivre, il convient de parvenir à une compréhension commune.

Sur cette note, je voudrais rappeler qu'un engagement sérieux en faveur de la paix exige, au minimum, d'accorder un accès inconditionnel et régulier à l'Envoyé. Toutes les voies de communication doivent rester ouvertes si nous voulons avoir une chance de trouver une solution durable à ce conflit.

À mesure que le conflit s'intensifie, et sur la base des discussions que j'ai eues avec des Yéménites et d'autres personnes au cours des trois derniers mois, je suis convaincu de la nécessité d'une approche globale et j'ai tiré un certain nombre de conclusions sur la voie à suivre. Premièrement, les solutions au coup par coup ne peuvent, au mieux, apporter qu'un soulagement temporaire. Elles ne produiront pas de paix durable. Les besoins et les priorités immédiats doivent être traités dans le cadre d'un processus orienté vers un règlement politique global.

Deuxièmement, une solution ne sera pas durable si elle ne représente pas les intérêts de divers Yéménites, tant ceux qui sont impliqués dans les combats que ceux qui ne le sont pas. Nous devons œuvrer en faveur d'une paix juste et durable, et pas seulement de l'absence de guerre.

Troisièmement, un soutien international et régional structuré et coordonné est essentiel pour ce processus. Les acteurs extérieurs ont la responsabilité de soutenir les Yéménites dans leurs discussions et la recherche d'un consensus sur des solutions pacifiques. Ils doivent prendre des mesures concrètes qui soutiennent le processus de paix et une stabilité plus large. L'appui du Conseil de sécurité sera essentiel.

Sur la base de ces conclusions, j'envisage un processus politique inclusif contrôlé par le Yémen et soutenu par la communauté internationale. Le processus devrait soutenir des solutions à court terme pour favoriser une désescalade la violence, empêcher une nouvelle détérioration économique et atténuer l'impact du conflit sur les civils. Il devrait également identifier et forger un consensus autour des éléments d'un règlement politique qui mette durablement fin à la guerre, établisse des arrangements inclusifs en matière de gouvernance et garantisse les droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels des Yéménites.

Le processus doit être conçu de manière à permettre des progrès parallèles sur différents points de

l'ordre du jour importants pour les Yéménites. Il abordera les priorités déclarées des parties dans le contexte d'un programme plus large qui représente les intérêts de divers Yéménites. Je veux lancer un processus complet qui permette des progrès progressifs. L'engagement dans ce processus a déjà commencé, impliquant un large éventail de parties prenantes yéménites, y compris les parties au conflit, et il sera intensifié. Il est clair que ce travail est remis en question par l'intensification du conflit militaire. Toutefois, il ne faut pas permettre que l'escalade militaire arrête ce processus ; en fait, elle rend le travail que nous faisons d'autant plus essentiel.

Comme je l'ai indiqué dans mon introduction, je reste convaincu que les parties en guerre peuvent, et même doivent, se parler, même si elles ne sont pas prêtes à déposer les armes. Les voies de communication doivent être ouvertes sans condition préalable, et à titre prioritaire. Je continuerai à solliciter l'appui des membres du Conseil de sécurité aux efforts menés par l'ONU pour établir un processus inclusif et global permettant de mettre un terme à ce conflit de manière juste et durable.

**Le Président** : Je remercie M. Grundberg de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Rajasingham.

**M. Rajasingham** (*parle en anglais*) : La crise humanitaire au Yémen continue de se détériorer en raison du conflit et de l'effondrement économique. Je concentrerai mes remarques aujourd'hui sur ce que cela signifie pour les civils, sur ce que les organismes d'aide tentent de faire à ce sujet et, surtout, sur ce que le monde peut faire pour aider.

Commençons par la guerre qui, malgré les appels internationaux et nationaux répétés à un cessez-le-feu à l'échelle nationale, s'est intensifiée sur plusieurs fronts. À Mareb, les forces d'Ansar Allah poursuivent leur offensive, qui a fait plus de 45 000 personnes déplacées depuis septembre. Des bombardements aveugles par Ansar Allah sont signalés avec une régularité alarmante à Mareb. Des missiles ont notamment frappé un camp de personnes déplacées le 9 décembre, blessant cinq civils.

Les combats se sont également intensifiés dans le sud de Hodeïda et de Taëz à la suite du redéploiement des forces alliées au Gouvernement que l'Envoyé spécial vient de décrire. Plus de 25 000 personnes ont été déplacées dans ces zones depuis les redéploiements. Le nombre de victimes civiles a également augmenté,

cinq civils auraient notamment été tués dans une frappe aérienne à Taëz le 3 décembre.

Parallèlement, les hostilités se sont poursuivies sur près de 50 lignes de front à travers le pays. Au cours des dernières semaines, cela s'est traduit par des victimes civiles et des dommages aux infrastructures civiles à la suite de nouvelles frappes aériennes à Sanaa, d'affrontements violents à Saada, de missiles atterrissant près de camps de personnes déplacées et d'autres incidents.

Toutes les parties doivent respecter à tout moment les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment celles de protéger les civils et les infrastructures civiles et de faciliter l'acheminement impartial des secours humanitaires. Nous renouvelons également nos appels à Ansar Allah pour qu'il mette fin à l'offensive de Mareb et pour que les parties adoptent un cessez-le-feu à l'échelle nationale qui mettra fin aux combats partout ailleurs.

Entre-temps, les organismes de secours font tout ce qu'ils peuvent pour aider. À Mareb, Hodeïda et Taëz, les partenaires humanitaires ont fourni une aide d'urgence à environ 80 % des personnes récemment déplacées et, dans l'ensemble du pays, l'opération d'aide élargie vient en aide à plus de 11 millions de personnes chaque mois, soit environ un tiers de la population. Ces programmes apportent énormément, mais leur capacité à mener une action globale en faveur des personnes les plus vulnérables à Mareb et ailleurs est gravement limitée. À l'origine, le plan de réponse pour cette année devait permettre de venir en aide à 16 millions de personnes, soit environ 5 millions de plus que le nombre de personnes que nous sommes parvenus à atteindre.

Les contraintes financières sont une des principales raisons de cet écart et elles sont sur le point de s'aggraver. Les déficits de financement imminents signifient que le Programme alimentaire mondial doit envisager de diminuer les rations alimentaires pour des millions de personnes affamées au cours des semaines et des mois à venir. Il se pourrait également que l'UNICEF soit amené à réduire l'aide fournie à des centaines de milliers d'enfants souffrant de malnutrition, ainsi que ses activités relatives à l'eau et à l'assainissement. Des secteurs cruciaux tels que l'eau, l'assainissement, la santé et l'hébergement ont été dramatiquement sous-financés tout au long de l'année, ne recevant pas plus de 20 % des fonds nécessaires.

La coordination des camps – qui, dans des lieux tels que Mareb, est un service absolument essentiel pour fournir une aide efficace aux personnes déplacées, notamment en assurant la protection des femmes et des enfants – n'a reçu que 9 % des fonds nécessaires. Nous appelons les donateurs à augmenter leur appui au Yémen, et notamment à faire en sorte que leur appui ne diminue pas l'année prochaine. Le plan d'aide humanitaire pour 2022 devrait être comparable à celui de cette année, qui appelait à mobiliser 3,85 milliards de dollars pour venir en aide à 16 millions de personnes. Des évaluations sont en cours à l'échelle nationale pour confirmer ce chiffre.

Au-delà du financement, les partenaires humanitaires réfléchissent sérieusement à la manière dont nous pouvons améliorer nos opérations. Une évaluation interinstitutions de l'action menée au Yémen est en cours. Les résultats seront publiés au début de l'année prochaine et incorporés au plan d'aide pour 2022. Bien sûr, nous continuons d'appeler toutes les parties à faciliter la fourniture d'une aide fondée sur les principes au Yémen, conformément au droit international humanitaire. Les organismes d'aide restent trop souvent confrontés à des retards aux points de contrôle, à des problèmes de visas, à des menaces à la sécurité, au harcèlement et à d'autres obstacles.

En dépit de quelques améliorations au cours de l'année écoulée, la plupart des difficultés les plus importantes continuent d'être rencontrées dans les zones contrôlées par Ansar Allah, avec notamment des restrictions à la circulation des travailleurs humanitaires et des tentatives inacceptables de s'ingérer dans la sélection des partenaires et des bénéficiaires. Cela doit cesser.

Nous sommes extrêmement déçus que les autorités d'Ansar Allah continuent de détenir deux membres du personnel de l'ONU à Sanaa, comme l'a mentionné l'Envoyé spécial. Les dirigeants d'Ansar Allah avaient pourtant assuré qu'ils seraient rapidement libérés, ce dont nous avons fait part au Conseil le mois dernier dans le cadre de consultations. À ce jour, nous n'avons pas eu accès à ces deux personnes et nous n'avons reçu aucune information officielle concernant leur arrestation.

Dans les zones contrôlées par le Gouvernement, les organismes d'aide s'inquiètent de ce qui semble être une multiplication des obstacles bureaucratiques, y compris les retards dans la délivrance des visas et la lourdeur des procédures d'approbation des projets d'aide. Nous avons

soulevé ces questions auprès du Gouvernement et nous nous employons ensemble à y remédier.

Nous sommes par ailleurs profondément préoccupés par l'arrestation il y a plusieurs semaines à Mareb d'un sous-traitant de l'ONU. Malgré les demandes adressées à de hauts responsables gouvernementaux, l'ONU n'a pas obtenu l'autorisation de voir la personne concernée. Nous n'avons par ailleurs reçu aucune information concernant son arrestation qui, comme celles survenues à Sanaa, semble avoir eu lieu en violation des privilèges et immunités du personnel de l'ONU. Nous demandons un accès immédiat aux membres du personnel ainsi des informations officielles sur ces arrestations.

Le problème principal qui se pose dans le contexte de l'opération d'aide n'est cependant pas le financement, ni l'accès ou la sécurité. C'est le fait qu'en dépit de l'intensification de l'aide, les problèmes sous-jacents ne cessent de s'aggraver. Cela tient au fait que l'économie yéménite continue de s'effondrer, rendant des millions de personnes supplémentaires dépendantes de l'aide humanitaire, or l'aide humanitaire ne peut être la solution à ces problèmes.

Comme je l'ai dit le mois dernier, il existe des moyens concrets d'améliorer la situation économique immédiatement, avant même la fin de la guerre. Tous les acteurs, notamment les donateurs, les États Membres et les parties elles-mêmes, doivent les mettre en oeuvre sans attendre. L'ONU a élaboré un cadre économique qui définit la voie à suivre. Le Yémen dépend principalement des importations commerciales pour répondre à ses besoins vitaux ; ce cadre vise donc essentiellement à accroître le pouvoir d'achat, réduire le coût des biens importés et améliorer la stabilité macroéconomique.

Cela va nécessiter un mélange d'investissements financiers et d'investissements politiques. Par exemple, il va falloir des fonds pour reprendre les injections de devises étrangères par l'intermédiaire de la Banque centrale. Ces apports, comme par le passé, contribueraient à stabiliser le rial yéménite, ce qui est la clef pour que la population puisse acheter des vivres et d'autres articles essentiels. Le Gouvernement est très désireux de définir, en collaboration avec les partenaires, un programme réaliste pour procéder à ces injections. Je signale qu'un nouveau gouverneur et un nouveau conseil d'administration de la Banque centrale à Aden ont récemment été nommés, et j'exhorte les partenaires du Yémen à collaborer étroitement avec

eux afin d'améliorer les conditions économiques dans le pays.

D'autres mesures économiques, telles que la levée des restrictions sur les importations commerciales transitant par les ports de la mer Rouge, demanderont quant à elles des engagements politiques. Lever ces restrictions contribuera à faire baisser les cours des produits de base, et les recettes des importations pourraient alors être utilisées pour payer les salaires des fonctionnaires, dont dépend un quart de la population yéménite. L'ONU ne demande qu'à travailler avec chacun pour trouver un moyen d'y parvenir.

L'objectif est de mettre en place ces mesures et d'autres activités d'ordre économique l'année prochaine, parallèlement à l'action humanitaire. À mesure que la situation économique s'améliorera, les besoins humanitaires commenceront à diminuer. À terme, la taille de l'opération d'aide pourrait commencer à diminuer elle aussi. Cependant, pour être clair, nous n'en sommes pas encore là. Le Yémen continue d'avoir besoin d'une aide humanitaire massive, besoin qui persistera au moins l'année prochaine. Pour mener cette intervention, nous aurons besoin de financement suffisants pour tous les secteurs et nous aurons besoin de toutes les parties pour créer un environnement opérationnel favorable à la fourniture d'une aide fondée sur les principes.

Nous appelons également chacun à faire plus pour aider le Yémen à mettre un terme définitif à cette crise. Cela suppose de mettre en oeuvre le cadre économique de l'ONU parallèlement à l'intervention humanitaire en cours, et ce afin d'aider la population à survivre mais aussi à subvenir à ses besoins. Cela signifie également qu'une solution politique doit être trouvée au plus vite. À cet égard, j'appuie sans réserve l'appel de l'Envoyé spécial à la mise en place de contacts réguliers et sans condition avec les parties. La paix est la seule solution durable pour le Yémen et tous les acteurs doivent être prêts à dialoguer pour y parvenir.

**Le Président** : Je remercie M. Rajasingham de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Hans Grundberg et M. Ramesh Rajasingham de leurs exposés, qui étaient à la fois instructifs et très sombres.

Le Royaume-Uni est lui aussi profondément préoccupé par la nouvelle escalade du conflit au Yémen au cours du mois écoulé. Elle plonge le pays un peu plus profond dans la crise humanitaire, avec une augmentation du nombre de victimes civiles et des déplacements. Nous sommes particulièrement inquiets par l'impact des combats sur les lignes de front dans les zones peuplées, notamment à Hodeïda, Taëz et Mareb.

Nous condamnons une fois de plus les attaques persistantes des houthistes menées par-delà la frontière en direction de l'Arabie saoudite, notamment les récents tirs de missiles balistiques près de Riyad. Ces attaques sont inacceptables et réduisent les chances d'avancer réellement dans la voie d'un règlement politique.

Alors que la situation militaire empire, les impératifs humanitaires se multiplient. Il est de la plus haute importance de favoriser l'accès humanitaire aux personnes dans le besoin dans tout le pays. Le Royaume-Uni appelle le Gouvernement yéménite à faciliter l'accès au territoire des partenaires d'organismes non gouvernementaux pour permettre l'acheminement d'une aide vitale absolument indispensable.

Nous jugeons encourageantes la récente nomination d'Ahmed bin Ahmed Ghaleb Al-Maabqi en tant que Gouverneur de la Banque centrale, mais le Gouvernement yéménite doit s'engager à mener les réformes économiques nécessaires dès maintenant, comme l'a souligné M. Rajasingham. La communauté internationale et les institutions financières internationales doivent pour leur part continuer d'aider le Gouvernement yéménite à mettre en œuvre les réformes et simplifier l'apport d'une aide financière extérieure immédiate.

Nous ne devons par ailleurs pas perdre de vue le fait qu'il est urgent, d'un point de vue humanitaire, de neutraliser la menace que pose le pétrolier *FSO SAFER*, qui continue de se détériorer au large des côtes yéménites, risquant de provoquer une marée noire qui anéantirait les moyens de subsistance de près de 4 millions de personnes.

Enfin, je tiens à remercier Hans Grundberg des efforts inlassables qu'il continue de déployer pour trouver la voie qui mènera à la paix au Yémen. Je sais que la communauté internationale attend avec impatience sa feuille de route, et nous sommes déterminés à l'aider et à soutenir activement la stratégie conduite par l'ONU. Le Royaume-Uni appelle toutes les parties à coopérer avec l'ONU pour instaurer une paix durable au Yémen.

**M<sup>me</sup> Tra Phuong Nguyen** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Sous-Secrétaire général par intérim Ramesh Rajasingham de leurs exposés édifiants. Je salue également la participation du Représentant permanent du Yémen à la présente séance.

En ce qui concerne le processus de paix, nous saluons les efforts diplomatiques déployés par M. Grundberg pour établir le dialogue avec davantage de partenaires et de parties prenantes en vue d'un processus politique inclusif au Yémen. Nous encourageons les partenaires régionaux et les parties concernées à continuer d'appuyer ses efforts.

Sur le plan de la sécurité, nous sommes vivement préoccupés par la situation en 2021, qui ne s'est guère améliorée par rapport à l'année précédente. Les combats militaires et les attaques transfrontalières qui se sont intensifiés ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps, y compris parmi les civils au Yémen. Ces actes sapent les efforts en faveur de la paix au Yémen et la stabilité dans la région, tout en exacerbant les souffrances du peuple yéménite.

Par conséquent, nous soulignons la nécessité urgente de mettre fin aux hostilités dans toutes les régions du Yémen, en particulier à Mareb, et de relancer les pourparlers, et nous appuyons les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour parvenir à un règlement politique global du conflit. Nous encourageons également les parties concernées à appliquer intégralement l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad. Dans le cadre de ce processus, la communauté internationale et les partenaires régionaux doivent créer un environnement propice aux efforts de médiation et aux négociations entre les parties, sous l'égide de l'ONU.

S'agissant du volet humanitaire, nous ne saurions trop insister sur le fait que nous demeurons extrêmement préoccupés par la crise humanitaire au Yémen. Le conflit qui persiste, la crise économique, l'insécurité alimentaire, l'effondrement des services essentiels et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), entre autres choses, représentent d'énormes défis dans un contexte où la situation s'était déjà détériorée dans le pays. En raison de ces défis, de nombreux Yéménites ne peuvent pas avoir accès aux services de base.

Nous condamnons les récentes attaques qui ont fait des morts parmi les civils, notamment des femmes et des enfants, à Aden et à Mareb. Nous sommes également choqués par les conclusions d'un rapport récent de

l'UNICEF, selon lequel quatre enfants yéménites sont tués chaque jour depuis l'escalade du conflit en mars 2015. Nous sommes en outre très préoccupés par la détention des membres du personnel de l'ONU.

Dans ce contexte, nous appelons au plein respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, à la protection des civils, notamment les femmes et les enfants, et à la mise en œuvre de la résolution 2573 (2021), y compris la protection des infrastructures civiles.

Nous réitérons également notre appel en faveur d'un financement prévisible de l'aide humanitaire et d'autres formes d'appui adéquat pour le Yémen. En outre, il est essentiel de garantir la libre entrée et circulation des personnes et des biens au Yémen, ainsi qu'un accès sans entrave à l'aide humanitaire.

Enfin et surtout, nous exhortons les houthistes à permettre à l'équipe des Nations Unies d'accéder au pétrolier *FSO SAFER* afin qu'elle puisse effectuer les évaluations et les réparations nécessaires sans plus tarder.

Comme leurs pairs ailleurs dans le monde, les enfants yéménites ont le droit de vivre en paix, d'aller à l'école et de construire un avenir radieux pour leur pays. Nous espérons que leurs rêves deviendront réalité.

Alors que notre mandat au Conseil touche à sa fin, nous gardons l'espoir qu'il sera possible de trouver, dans un avenir proche, des solutions politiques globales au Yémen, sous l'égide de l'ONU. Nous sommes prêts à apporter notre appui à l'objectif de la paix et de la stabilité au Yémen.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier les intervenants, M. Hans Grundberg et M. Ramesh Rajasingham, de leurs exposés. Je salue également la présence du Représentant permanent du Yémen et j'attends avec intérêt sa déclaration tout à l'heure.

Comme nous l'avons entendu ce matin, la situation humanitaire au Yémen est toujours très grave et les besoins du peuple yéménite sont évidents. Du fait de la poursuite du conflit, la situation économique du Yémen continuera à se détériorer, et avec elle les moyens de subsistance de millions de Yéménites. Des vies continueront d'être mises en danger et des générations futures de Yéménites en subiront les conséquences.

Je voudrais une fois encore remercier l'Envoyé spécial Grundberg de son exposé. Même si cet exposé

était alarmant, nous nous félicitons des efforts que M. Grundberg déploie pour consulter un large éventail de Yéménites alors qu'il élabore son nouveau cadre pour un processus politique inclusif, dont nous avons désespérément besoin dans ce conflit. Toutes les parties doivent coopérer véritablement avec lui dans le cadre de ce processus politique. À cette fin, le Conseil doit faire entendre sa voix. Nous devons continuer à exhorter toutes les parties à coopérer de bonne foi avec l'Envoyé spécial Grundberg et nous devons élever la voix si et quand une partie ne le fait pas.

Malheureusement, ces derniers mois, nous avons été témoins d'une série d'actes perpétrés par les houthistes, qui portent atteinte à la paix. Le mois dernier, le Conseil s'est réuni pour condamner, dans les termes les plus énergiques, la détention par les houthistes des agents locaux du Gouvernement américain à Sanaa, ainsi que l'intrusion par les services de sécurité houthistes dans les locaux de l'ancienne ambassade des États-Unis d'Amérique. La déclaration du Conseil a été suivie de déclarations similaires de près de deux douzaines de pays et d'organisations multilatérales. Je tiens à remercier ces pays et ces organisations pour leur appui et leurs messages clairs indiquant que cet acte constitue un affront à l'ensemble de la communauté internationale.

Néanmoins, les houthistes continuent de détenir et de harceler nos agents locaux yéménites et de s'introduire dans les locaux de l'ancienne ambassade. Les houthistes doivent libérer immédiatement – sains et saufs – tous les employés yéménites actuels et anciens des États-Unis d'Amérique. Ils doivent immédiatement quitter les locaux des États-Unis d'Amérique, restituer tous les biens saisis et cesser de menacer leurs propres concitoyens pour la simple raison qu'ils travaillent pour nous.

De même, les houthistes ont fait fi des appels répétés du Conseil et de la communauté internationale à mettre un terme à leur offensive dans la province de Mareb. Cette offensive met en danger des milliers de civils et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a averti qu'elle pourrait entraîner le déplacement d'un demi-million de personnes. Les houthistes doivent mettre immédiatement fin à cette offensive.

Le 9 décembre, un missile lancé par les houthistes a frappé un camp de déplacés géré par l'Organisation internationale pour les migrations. Cinq enfants figuraient parmi les blessés. Cela est inacceptable. Nous condamnons, dans les termes les plus fermes, cette

attaque et d'autres attaques similaires qui sont dirigées trop souvent contre des civils.

Nous condamnons également l'intensification des attaques transfrontalières menées par les houthistes contre l'Arabie saoudite ces derniers mois, notamment trois tirs de missiles balistiques contre Riyad la semaine dernière. Les houthistes ont mené plus de 350 attaques de ce type cette année – un chiffre énorme et une augmentation choquante par rapport au nombre total de l'année dernière.

Ces actes dangereux et de provocation font obstacle à la paix. Ils soulignent également la nécessité pour l'Iran de mettre fin à son appui meurtrier aux houthistes, qui va à l'encontre des résolutions du Conseil et permet aux houthistes de mener des attaques téméraires. Chacune de ces attaques menées par les houthistes est inacceptable en soi, mais ensemble, elles envoient un message sinistre et sans équivoque, qui indique que les houthistes ne sont pas disposés à participer à un processus politique pacifique ou à un futur gouvernement qui respecte l'état de droit.

Alors que les houthistes poursuivent leurs actes visant à provoquer l'escalade, nous saluons les efforts déployés par les autres parties pour améliorer les conditions au Yémen, notamment l'initiative de l'ONU visant à intensifier son action pour s'attaquer aux facteurs d'insécurité alimentaire partout au Yémen.

En outre, comme le Royaume-Uni, nous nous félicitons de la nomination, le 6 décembre, d'un nouveau Gouverneur et Président du Conseil d'administration de la Banque centrale du Yémen, ainsi que d'autres nouveaux membres du conseil d'administration. Nous espérons que ces nominations constitueront un pas en avant dans la lutte contre l'instabilité économique qui aggrave les souffrances humanitaires et feront avancer les réformes nécessaires. Cela étant, un progrès véritable ne peut être pérennisé sans ressources supplémentaires. Nous espérons que les pays saisiront cette occasion pour appuyer l'économie yéménite et apporter à la population du pays l'aide dont elle a urgemment besoin. L'appel pressant à l'action lancé par l'Envoyé spécial a été entendu clairement par le Conseil.

Enfin, le pétrolier *FSO SAFER* fait toujours peser une menace environnementale, humanitaire et économique considérable. Les houthistes portent la responsabilité de cette situation, et les États-Unis sont favorables à ce qu'on discute de toute solution à même d'y remédier rapidement et en toute sécurité.

Le peuple yéménite mérite la paix et la prospérité. Face aux provocations, au harcèlement et à la violence des houthistes à l'encontre de leurs compatriotes, je veux que les houthistes sachent que les États-Unis n'abandonneront jamais le peuple yéménite. Je remercie encore une fois l'Envoyé spécial Grundberg de l'initiative dont il a fait preuve au cours des premiers mois de son mandat pour relancer le processus de paix. J'espère que le Conseil restera uni tandis que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à ce conflit.

**M<sup>me</sup> King** (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Nous remercions les intervenants de leurs exposés ce matin. Nous saluons la présence de notre collègue, le Représentant permanent du Yémen.

Il est regrettable que nous devions commencer notre déclaration aujourd'hui en condamnant la poursuite des hostilités au Yémen, notamment les récentes frappes aveugles qui ont touché un camp de déplacés à Mareb, et le bombardement de Hajja, deux attaques meurtrières. Nous nous faisons l'écho des appels demandant un cessez-le-feu général immédiat et invitant les parties à engager un dialogue politique.

Depuis des années, le conflit au Yémen se poursuit sans relâche, et ses conséquences se feront sentir même après qu'un règlement politique aura été trouvé. Des vies ont été sacrifiées, les moyens de subsistance ont disparu, les infrastructures critiques ont été détruites et le système de soins de santé est disloqué. L'économie est anéantie et l'insécurité alimentaire s'est intensifiée, beaucoup n'ayant pas le pouvoir d'achat nécessaire pour accéder à des denrées alimentaires de base et aux services essentiels. La nature multidimensionnelle de ce conflit exige une solution multidimensionnelle elle aussi.

À cet égard, la recherche d'un règlement politique au conflit armé doit se faire en parallèle de l'élaboration d'un plan global visant à redynamiser l'économie. Ces deux facteurs – l'absence de solution politique et l'économie dévastée – sont les moteurs du conflit et sont intimement liés à la situation humanitaire catastrophique. En conséquence, des millions de personnes ont besoin d'aide, notamment en matière de nutrition, de soins de santé et d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Dans ce sens, nous demandons aux donateurs de prendre conscience de l'urgence, de décaisser les fonds promis et d'augmenter leurs promesses de dons afin de permettre une opération humanitaire sur la durée, et nous appelons les parties à honorer les obligations que leur fait le droit international de garantir et de faciliter l'acheminement

sûr et sans entrave de l'aide humanitaire aux populations qui en ont le plus besoin.

Tout en insistant sur le caractère indispensable de l'aide humanitaire, nous soulignons également qu'il ne s'agit que d'une réponse palliative aux symptômes du conflit, et non d'un remède. Notre objectif ultime est de mettre durablement fin aux souffrances quotidiennes de la population yéménite, ce qui ne pourra être réalisé que par un règlement politique sans exclusive.

Cette déclaration est la dernière que Saint-Vincent-et-les Grenadines fera sur ce dossier en tant que membre du Conseil de sécurité. Depuis le début de notre mandat, le 1<sup>er</sup> janvier 2020, nous avons chaque mois renouvelé nos appels aux parties pour qu'elles s'engagent en faveur d'une cessation durable des hostilités et de la reprise d'un processus politique inclusif, dirigé et pris en main par les Yéménites, et tenant compte de tous les pans de la société yéménite. Les femmes ne peuvent être exclues du processus, mais doivent au contraire avoir la possibilité de participer concrètement à la prise de décisions et à l'élaboration des programmes de travail et des démarches pratiques.

Certes, un élan diplomatique propice à la fin du conflit existe au sein de la communauté internationale, mais il ne se traduira pas en actions concrètes sur le terrain sans la volonté politique des parties. Nous appelons les acteurs ayant une influence à engager un dialogue constructif avec les parties au conflit pour les encourager à mettre fin à la violence et à reprendre le dialogue.

À nos homologues au Conseil de sécurité que nous nous apprêtons à quitter, nous leur demandons instamment de rester unis sur ce dossier, en plaçant le bien-être du peuple yéménite et la paix, la sécurité et la prospérité du pays et de la région au premier plan de toutes leurs discussions et décisions. À cet égard, nous renouvelons notre appui à tous les efforts déployés de bonne foi pour remédier à la menace que continue de faire peser le pétrolier *FSO SAFER*.

Pour terminer, Saint-Vincent-et-les Grenadines entend rester solidaire du peuple yéménite tandis que le Conseil s'emploie à s'acquitter de son mandat, conformément aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Il est temps que le peuple yéménite connaisse la paix à laquelle il a un droit naturel.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg et le Sous-Secrétaire général par intérim Rajasingham de leurs

exposés. Je salue à mon tour la présence du Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

C'est la dernière fois que le Conseil de sécurité examine la question du Yémen cette année. Au cours des 12 mois écoulés, la situation au Yémen ne s'est pas améliorée ; au contraire, elle s'est globalement détériorée. Les hostilités militaires à Mareb et sur d'autres fronts ont fait de nombreuses victimes. Les fréquentes attaques contre les installations civiles en Arabie saoudite ont gravement menacé la sécurité des civils. La Chine est profondément préoccupée par cette évolution. Comme vient à juste titre de le dire l'Envoyé spécial dans son exposé, ce qui se passe sur le champ de bataille démontre à suffisance qu'aucune des parties ne pourra sortir gagnante, qu'il n'y a pas d'issue militaire et qu'un règlement politique est indispensable.

La Chine appuie le processus de paix au Yémen sous la médiation de l'ONU et salue l'initiative de paix proposée par l'Arabie saoudite en mars. L'Envoyé spécial Grundberg vient de mentionner un certain nombre de conclusions préliminaires basées sur ses contacts récents avec les parties. Nous espérons qu'il pourra s'en servir comme d'un point de départ et qu'il présentera dès que possible une feuille de route réaliste pour la paix. Toutes les parties au Yémen doivent donner la priorité à l'avenir du pays et aux intérêts du peuple, retrouver sans délai la voie du dialogue et de la négociation et faciliter le travail de l'Envoyé spécial en lui apportant leur concours et leur coopération.

En ce qui concerne les questions telles que l'instauration d'un cessez-le-feu à Mareb et la levée du blocus de l'aéroport de Sanaa et du port de Hodeïda, toutes les parties au conflit doivent faire montre de volonté politique, continuer d'avancer dans la même direction et régler les principaux problèmes par des solutions acceptables par tous. Les pays concernés doivent également créer un environnement extérieur favorable au rétablissement de la paix et de la stabilité au Yémen.

Depuis six ans que dure le conflit au Yémen, le prix des denrées alimentaires a plus que doublé, l'emploi s'est contracté et le pouvoir d'achat de la population a reculé, poussant à plusieurs reprises le pays au bord de la famine. Alors que les besoins humanitaires du Yémen sont de plus en plus urgents, dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de l'augmentation des besoins humanitaires mondiaux, les ressources humanitaires qui peuvent être mobilisées et allouées au Yémen sont en diminution. Nous, membres

de la communauté internationale, devons apporter une aide plus efficace et plus durable face à la crise économique et humanitaire qui sévit au Yémen, afin de protéger et de sauver davantage de vies.

À cet égard, l'ONU a récemment proposé le cadre économique pour le Yémen, conçu pour apporter au pays une aide progressive à court, moyen et long terme. Il a pour objet d'assurer une aide alimentaire d'urgence au Yémen, d'améliorer la productivité alimentaire locale et le pouvoir d'achat de la population, de réduire les prix des aliments importés et de promouvoir la liquidité du marché. La Chine s'en félicite. Nous encourageons la communauté internationale, y compris les pays donateurs, à augmenter l'aide bilatérale et multilatérale au Yémen et à se coordonner plus étroitement avec le système des Nations Unies.

Nous nous félicitons des récents ajustements apportés par le Gouvernement yéménite à ses secteurs financier et budgétaire afin qu'ils soient plus efficaces et professionnels, ce qui renforcera la confiance internationale dans l'économie du pays.

Je tiens également à souligner que les parties au conflit doivent garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave, maintenir le fonctionnement de tous les ports et assurer la livraison immédiate des biens humanitaires aux personnes qui en ont besoin.

La question du pétrolier *FSO SAFER* doit être réglée sans délai. Nous espérons que les houthistes honoreront leur engagement à autoriser l'équipe de l'ONU à monter à bord du navire pour y mener les travaux d'inspection et les réparations nécessaires sans plus tarder.

**M. Ndung'u** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Sous-Secrétaire général par intérim Ramesh Rajasingham de leurs exposés. Je me félicite également de la participation du représentant du Yémen.

Le récent retrait des forces de la coalition de Hodeïda et l'incapacité d'établir une cohésion entre le Gouvernement et les forces du Conseil de transition du Sud constituent un sérieux obstacle à la mise en œuvre intégrale des Accords de Riyad et de Stockholm.

Les divisions internes croissantes entre les parties ont fragmenté un peu plus encore le Yémen. Un dialogue s'impose pour permettre une réconciliation nationale qui favorisera un processus de paix et de relèvement dirigé et pris en main par les Yéménites. Nous encourageons

l'Envoyé spécial à travailler avec les parties prenantes concernées afin d'élaborer un cadre permettant de promouvoir le dialogue et la réconciliation.

Les groupes armés de plusieurs pays, dont le Yémen et la Somalie, utilisent de plus en plus la mer Rouge, le golfe d'Aden et l'océan Indien au large des côtes somaliennes pour faire passer en contrebande des armes qui alimentent directement le conflit. De nombreux navires de contrebande ont été arraisonnés, ce qui laisse entendre que d'autres pourraient traverser la zone sans être inquiétés.

Une telle situation sape les embargos sur les armes qui sont en place et menace de plus en plus la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique. Cela remet également en cause les décisions du Conseil de sécurité et doit donc faire l'objet de mesures plus fermes pour renforcer l'application des embargos en vigueur. Le Conseil de sécurité doit exprimer clairement sa détermination à faire échec à ceux qui fournissent des armes pour les conflits de la région et qui profitent de la souffrance du peuple yéménite.

Nous restons profondément préoccupés par la détérioration de la situation économique et saluons la nomination du Gouverneur de la Banque centrale et les propositions relatives à un cadre de relance, qui sont autant de mesures positives. Pour que cette initiative réussisse, elle devra intégrer les opérations de la Banque centrale.

Nous reconnaissons et appuyons également la nécessité d'accroître l'aide humanitaire. Toutefois, le peuple yéménite ne doit pas seulement dépendre de l'aide internationale ; cette aide doit être structurée de manière à stimuler les économies locales et à permettre l'expansion des moyens de subsistance afin d'appuyer plus encore la croissance. Il faut également faire davantage pour renforcer les activités de subsistance, l'accent étant mis sur les femmes et les enfants.

Nous restons préoccupés par la situation du pétrolier *FSO SAFER* ancré au large de Hodeïda. Nous continuons d'exhorter les houthistes à faire preuve de responsabilité non seulement envers le peuple yéménite, mais aussi envers l'ensemble de la région. Une marée noire sous leur contrôle aurait des conséquences catastrophiques pour les millions de personnes de la région qui dépendent de la mer pour leur subsistance et leur survie.

En ce qui concerne les violences à Mareb, on déplore un grand nombre de victimes. Nous rappelons

que la prise de Mareb fournira peut-être un accès aux ressources, mais ne mettra pas fin au conflit au Yémen.

Pour terminer, le Kenya appuie les efforts déployés par l'Envoyé spécial et toutes les parties prenantes concernées en vue de parvenir à la sécurité et à la stabilité au Yémen.

**M. Jürgenson** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg et le Sous-Secrétaire général par intérim Rajasingham de leurs exposés.

L'Estonie est profondément préoccupée par la persistance des hostilités dans plusieurs régions du Yémen.

La situation est particulièrement inquiétante autour de Mareb, où les houthistes ont poursuivi leur escalade, entraînant des pertes civiles et de nouveaux déplacements. Il est alarmant que, rien que depuis septembre, 45 000 personnes de plus aient été déplacées dans la région de Mareb. Une attention particulière doit être accordée à la protection des femmes et des enfants, qui représentent 80 % du million de personnes déplacées qui se trouvent actuellement à Mareb.

Il est également inquiétant qu'après le retrait des forces progouvernementales de Hodeïda, les combats se soient intensifiés sur la côte de la mer Rouge, entraînant le déplacement de plus de 25 000 personnes.

Nous réaffirmons notre ferme condamnation des attaques transfrontières des houthistes contre l'Arabie saoudite. Toutes les parties doivent s'abstenir de toute surenchère dans les hostilités et de lancer des attaques aveugles contre des biens civils.

Nous appuyons pleinement l'Envoyé spécial Grundberg et exhortons toutes les parties à participer sans conditions préalables aux efforts menés par l'ONU pour parvenir à la paix. Seul un processus politique inclusif peut apporter une solution durable au conflit. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la tenue du Forum tribal yéménite la semaine dernière à Amman. Il est également essentiel d'accroître la participation réelle des femmes et des jeunes aux négociations de paix et de les impliquer plus largement dans la vie politique.

L'Estonie appelle à mettre davantage l'accent sur la question des droits de l'homme, notamment en assurant une meilleure coordination entre les différents organismes des Nations Unies. À l'heure où le Conseil des droits de l'homme n'a pas été en mesure de prolonger le mandat du Groupe d'éminents experts, il est plus que

jamais essentiel que le Conseil de sécurité intensifie ses appels à surveiller la situation des droits de l'homme au Yémen afin de promouvoir l'application du principe de responsabilité et la lutte contre l'impunité.

Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour améliorer la situation humanitaire.

Nous renouvelons notre appel aux parties pour qu'elles facilitent l'acheminement de l'aide humanitaire et qu'elles se mettent d'accord sur l'importation de carburant et de biens commerciaux par le port de Hodeïda. Nous saluons également les efforts déployés par l'ONU pour élaborer une approche stratégique visant à améliorer la situation économique du Yémen et exhortons toutes les parties à participer à ces efforts de manière constructive.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie nos intervenants, même si les nouvelles que nous avons reçues sont loin d'être bonnes.

Alors que le Conseil se réunit pour examiner le Yémen pour la dernière fois cette année, je voudrais faire quatre observations.

Premièrement, en ce qui concerne la situation militaire, je regrette profondément que, malgré tous les efforts déployés pour parvenir à la paix, cette année ait été marquée par une nouvelle détérioration meurtrière sur le terrain. La vérité est que les Yéménites veulent sortir de ce cauchemar. La semaine dernière, plus de 40 chefs tribaux se sont réunis et ont appelé à un cessez-le-feu complet et immédiat. Chaque mois, dans cette salle, l'Irlande fait de même, et nous continuerons à le faire jusqu'à ce que les parties au conflit mettent enfin un terme à cette violence inadmissible.

Nous appelons les houthistes à cesser immédiatement leur offensive sur Mareb. L'Organisation internationale pour les migrations estime que depuis septembre, 46 000 personnes ont été déplacées à Mareb, dont beaucoup pour la quatrième ou cinquième fois. Les civils vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, continuent de payer le prix fort de ces hostilités. La semaine dernière encore, nous avons assisté à de nouvelles attaques honteuses contre les camps de personnes déplacées où se réfugient les plus vulnérables.

Nous sommes également profondément préoccupés par la récente détérioration de la situation à Hodeïda et ses alentours, en particulier par les conséquences humanitaires du déplacement de 25 000 personnes supplémentaires. Nous appelons toutes

les parties à respecter l'Accord de Stockholm et nous réitérons notre soutien total à la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda.

Nous condamnons fermement les attaques transfrontières visant l'Arabie saoudite, telles que l'attaque au missile contre Riyad la semaine dernière. Toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

Deuxièmement, j'en arrive au processus politique. Nous apprécions profondément les efforts que ne cesse de déployer l'Envoyé spécial Grundberg pour consulter les acteurs au Yémen et au-delà, ainsi que la priorité qu'il accorde à l'inclusivité, ce qui nous semble essentiel. Toutefois, nous savons que ces efforts doivent s'accompagner d'une volonté politique décisive des parties de coopérer sérieusement avec l'Envoyé spécial. Plus de six années de crise au Yémen ont montré qu'aucun parti ne peut tenir le monopole de la gouvernance. Tous les partis doivent accepter cette réalité afin d'évoluer vers un paysage politique inclusif et diversifié.

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises et comme d'autres l'ont dit aujourd'hui, les femmes et les jeunes doivent faire partie intégrante de cet effort. Nous avons entendu au Conseil de sécurité les femmes yéménites chargées de la consolidation de la paix et leur message est clair et cohérent : tous les aspects des négociations de paix au Yémen doivent intégrer la dimension de genre et les femmes doivent participer à tous les efforts diplomatiques et à toutes les étapes du processus de paix. Nous soutenons les femmes du Yémen qui cherchent leur place dans ces forums.

Troisièmement, je souhaite aborder la situation humanitaire au Yémen. Il est tout à fait clair que l'impact économique du conflit est un des principaux moteurs de la crise humanitaire, avec des conséquences vraiment graves sur les niveaux de la faim dans le pays.

L'Irlande se félicite du cadre économique pour le Yémen proposé par l'ONU et nous encourageons toutes les parties, y compris les institutions financières internationales, à participer de manière constructive à ces propositions. Nous ne pouvons vraiment pas condamner la population du Yémen à une nouvelle année d'insécurité alimentaire et de pauvreté catastrophiques. Nous avons l'obligation de faire ici tout ce que nous pouvons pour éviter cela.

Nous demandons également la libération immédiate des trois membres du personnel d'un

organisme des Nations Unies détenus au Yémen. De telles actions sont totalement injustifiables ici, comme partout ailleurs, et nous attendons avec impatience une évolution positive à cet égard.

Enfin, je voudrais conclure par un message au peuple yéménite : l'Irlande ne relâchera pas ses efforts pour que soit appliqué le principe de responsabilité qu'il mérite et pour lutter contre l'impunité des violations, qui ont été largement documentées tout au long des années de conflit. Nous croyons qu'un suivi basé sur des preuves et une capacité indépendante, internationale et impartiale de suivre la détérioration de la situation des droits de l'homme sont absolument essentiels. Le peuple yéménite ne mérite rien de moins.

Dans la perspective de 2022, tous les acteurs ont la lourde responsabilité de faire en sorte que l'année prochaine marque, enfin, la fin de ce conflit meurtrier. La communauté internationale, y compris le Conseil, a la responsabilité d'être fermement unie derrière ces efforts. L'Irlande est certainement déterminée à jouer son rôle.

**M. Cherif** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Hans Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Ramesh Rajasingham, Sous-Secrétaire général par intérim aux affaires humanitaires, pour leurs exposés importants sur les dernières évolutions du conflit yéménite. Je salue à mon tour la présence du Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

La Tunisie exprime sa préoccupation face à l'escalade des combats au Yémen. Nous soulignons une fois de plus qu'aucune solution militaire ne peut être une solution à la longue crise yéménite. Ces dernières années, les combats n'ont fait que se solder par des destructions, des tueries, des déplacements et une détérioration sans précédent de la situation humanitaire, sans compter l'effondrement de l'économie et des moyens de subsistance et l'escalade des tensions et de l'instabilité dans toute la région.

Nous insistons donc sur le fait qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique globale fondée sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et d'autres termes de référence convenus. Cette solution doit également être fondée sur des négociations constructives et pacifiques qui défendent les intérêts nationaux du peuple yéménite, et doivent mettre fin à ses souffrances et rétablir la sécurité et la stabilité.

En outre, la solution doit garantir la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen. Cet objectif ne pourra être atteint que si un cessez-le-feu immédiat et complet est instauré ; ainsi qu'une reprise des négociations politiques, avec la participation active des femmes et des jeunes ; et la facilitation de l'accès humanitaire afin de sauver des vies et de fournir une assistance sans entrave aux personnes dans le besoin, qui constituent plus de la moitié de la population du Yémen, dont des millions de femmes et d'enfants.

Dans ce contexte, nous renouvelons notre soutien aux efforts de l'Envoyé spécial et saluons son approche globale. Nous souhaitons également à féliciter toutes les parties régionales et internationales pour leurs efforts visant à mettre fin à la violence et à réactiver le processus de règlement politique.

Nous saluons également le communiqué du Forum tribal yéménite, qui s'est tenu dans la capitale jordanienne avec la participation de plus de 40 chefs tribaux yéménites. Cette conférence a souligné la nécessité de parvenir à un accord de cessez-le-feu complet et immédiat, d'ouvrir toutes les routes et les couloirs humanitaires et d'obtenir la libération des détenus et des prisonniers. Elle a également appelé toutes les parties à participer immédiatement à l'initiative parrainée par l'ONU et à adhérer à la mise en œuvre des Accords de Riyad et de Stockholm.

Nous appelons également les houthistes à annoncer leur engagement en faveur d'une solution politique et nous condamnons leurs attaques contre les provinces de Mareb et de Taëz, entre autres, ainsi que leurs attaques contre les territoires du Royaume d'Arabie saoudite, où ils ciblent des installations civiles. Nous réitérons la nécessité pour toutes les parties de respecter le droit international, le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

Nous exprimons une nouvelle fois notre profonde inquiétude face à la situation humanitaire qui se détériore gravement au Yémen. Cette tendance se poursuivra tant que les combats se poursuivront. De nombreux indicateurs témoignent des difficultés rencontrées par la population pour accéder aux denrées alimentaires et aux services de santé de base, et il y a des signes d'aggravation de l'insécurité alimentaire, qui appellent des efforts accrus et concertés en appui aux opérations de secours humanitaire. Nous appelons donc à une augmentation du soutien financier aux activités humanitaires au Yémen et à la levée de toutes les restrictions y afférentes.

Maintenir, sans le solutionner, le statu quo concernant le pétrolier *FSO SAFER* pose la menace d'une catastrophe environnementale, économique, maritime et humanitaire sans précédent – non seulement au Yémen mais aussi dans toute la région. À cet égard, nous appelons une nouvelle fois les houthistes à adopter une approche positive de la question et à faciliter l'accès des équipes de maintenance et de réparation.

**M. Tirumurti** (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Sous-Secrétaire général par intérim Ramesh Rajasingham pour leurs exposés. Je souhaite la bienvenue au Représentant permanent du Yémen à cette séance.

Nous sommes profondément préoccupés par l'escalade actuelle des hostilités au Yémen. La campagne militaire d'Ansar Allah et l'intensification des combats qui en a résulté dans la province de Mareb et dans les zones environnantes ont provoqué des déplacements à grande échelle et restreint les mouvements des civils et l'accès humanitaire aux personnes dans le besoin dans la province.

Une autre évolution préoccupante est le déplacement des lignes de front à Hodeïda en raison du redéploiement des forces alliées au Gouvernement yéménite loin de la ville portuaire de Hodeïda, ce qui a permis à Ansar Allah d'occuper des positions clés dans ces territoires et de modifier la dynamique politico-sécuritaire à Hodeïda. La population civile a également été déplacée. Nous encourageons les parties à coordonner tous les redéploiements futurs avec la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Nous condamnons également les attaques transfrontières contre l'Arabie saoudite.

Les Yéménites continuent de subir les conséquences de ce long conflit dans leur vie quotidienne. Si le Gouvernement yéménite et les organisations d'aide internationales et nationales ont déployé des efforts considérables pour soulager leur détresse, les causes profondes de la crise humanitaire n'ont pas été traitées. Le déclin économique considérable et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'ont fait qu'aggraver la situation désastreuse du peuple yéménite, en particulier des enfants.

Nous appuyons l'appel du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à l'adoption de mesures concrètes à court et long terme, qui contribueraient à améliorer la situation économique au Yémen, et nous saluons les efforts de l'OCHA visant

à établir un cadre économique pour remédier à ce problème. Des mesures telles que le paiement régulier des salaires des fonctionnaires, la levée des restrictions sur les produits de première nécessité et les articles humanitaires et les injections de devises étrangères par l'intermédiaire de la Banque centrale peuvent avoir un effet rapide et porteur de transformation. L'appui international – politique et financier – est indispensable pour garantir l'efficacité de ce cadre.

Je souligne également qu'il est urgent de régler la question du pétrolier *FSO SAFER*, qui représente une grave menace susceptible de provoquer une crise environnementale, économique, maritime et humanitaire sans précédent dans la région. Ansar Allah doit proposer d'urgence une solution pour l'entretien et la réparation du *FSO SAFER*.

En tant qu'amie de longue date du Yémen, l'Inde réitère son appel à un cessez-le-feu immédiat et global dans tout le Yémen, qui doit être suivi d'un processus politique robuste et inclusif fondé sur le plein respect de l'unité, de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Yémen. J'appelle toutes les parties au conflit à mettre fin aux combats et à collaborer sans condition avec l'Envoyé spécial, Hans Grundberg, afin de trouver une solution politique à ce conflit. Nous appuyons son approche inclusive visant à réunir toutes les parties yéménites autour de la table de négociation. Cet esprit d'ouverture ne doit pas seulement englober toutes les parties, mais prévaloir également en leur sein à travers la participation pleine et véritable des femmes. Nous encourageons M. Grundberg à continuer de coordonner ses efforts avec les pays de la région, car leur coopération sera essentielle pour trouver une solution durable au conflit yéménite. Nous appelons également les pays de la région qui ont de l'influence sur les parties yéménites à déployer des efforts sincères pour rétablir la paix et l'ordre au Yémen, ce qui est dans l'intérêt commun de tous.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie d'abord M. Grundberg et M. Rajasingham pour leurs exposés.

La dynamique sur le terrain reste très préoccupante. La situation sécuritaire continue de se dégrader. La France partage la préoccupation exprimée par l'Envoyé spécial : l'escalade sur le terrain est grave. Nous le répétons depuis le début du conflit : l'option militaire ne mènera nulle part, car elle enferme les parties dans un cycle de violence meurtrière.

Les manifestations de cette violence sont visibles partout sur le terrain : affrontements meurtriers, bombardements, déplacements de population. La France condamne fermement les attaques des houthistes visant l'Arabie saoudite. Elles doivent cesser. Elles menacent la sécurité du territoire saoudien et constituent une atteinte à la stabilité de la région. La France réitère son appel à un cessez-le-feu à l'échelle nationale. Dans le sud, la dégradation de la situation, notamment économique, est préoccupante. Nous réitérons notre soutien au Gouvernement yéménite et appelons à la pleine mise en œuvre de l'Accord de Riyad pour que les tensions cessent de manière durable.

Les souffrances insupportables infligées à la population yéménite continuent. À Mareb, des tirs de roquettes ont récemment touché des camps de personnes déplacées. C'est absolument inacceptable. Nous ne le répéterons jamais assez : le droit international humanitaire est une obligation qui s'impose à tous. Je pense en particulier à la protection des civils, ainsi que des infrastructures civiles.

Nous condamnons l'arrestation arbitraire par les houthistes de deux membres du personnel des Nations Unies et nous appelons à leur libération immédiate. Alors que les besoins sont immenses, il est essentiel de permettre aux opérateurs humanitaires d'acheminer de l'aide. C'est indispensable pour accélérer la campagne de vaccination contre la maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, nous appelons à la délivrance sans délai de visas au personnel humanitaire.

La France soutient les efforts de l'Envoyé spécial pour relancer le processus politique. Elle appelle l'ensemble des parties yéménites à coopérer de bonne foi avec lui et rappelle qu'aucune précondition ne peut être posée avant de le rencontrer. Seul un processus politique global et inclusif pourra apporter la stabilité au Yémen. Les paramètres internationaux, y compris les résolutions adoptées par le Conseil, sont bien connus. Les acteurs régionaux ont un rôle important à jouer. Ils doivent pouvoir contribuer, dans le cadre posé par l'Envoyé spécial, à faciliter les négociations entre les parties, dans l'esprit des résolutions adoptées par le Conseil.

Le pétrolier *FSO SAFER* continue d'être une bombe à retardement sur le plan écologique. Les houthistes doivent autoriser l'accès immédiat et sans préconditions. Le chantage qu'ils exercent est inacceptable.

L'Envoyé spécial peut être assuré de notre soutien. La France demeure pleinement mobilisée pour contribuer à mettre un terme à ce conflit.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous tenons à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Hans Grundberg, et le Coordonnateur adjoint par intérim des secours d'urgence au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M. Ramesh Rajasingham, de leurs exposés complets.

Nous suivons de près l'évolution de la situation au Yémen, où plus de sept ans, un conflit sanglant fait rage sans que l'on en voie l'issue. Le processus politique fondé sur les Accords de Stockholm et de Riyad reste dans l'impasse. À cela s'ajoutent une hausse généralisée de la violence et une intensification des hostilités sur tous les fronts, notamment dans les provinces de Mareb et de Chaboua.

L'enlèvement du processus politique approche le point de non-retour, au-delà duquel il sera tout simplement impossible de reconstituer l'État yéménite aujourd'hui fragmenté. Dans ce contexte, la communauté internationale doit reconnaître la réalité, à savoir que les parties restent campées sur leurs positions et ne sont pas prêtes à relancer des négociations directes sous les auspices de l'ONU. Partant, les efforts de médiation de l'Envoyé spécial pour ramener les parties au conflit yéménite à la table de négociation sont et resteront infructueux.

Nous avons écouté les observations de M. Grundberg, en particulier en ce qui concerne ses plans futurs, et nous sommes disposés à appuyer ses efforts. Cependant, il est de plus en plus clair qu'il n'est plus possible d'avancer sur la base du cadre existant pour le règlement de la situation au Yémen – j'entends par là la résolution 2216 (2015). Cette résolution, adoptée en 2015, est totalement déconnectée de la situation sur le terrain, autrement dit le théâtre des hostilités yéménites.

La réalité aujourd'hui, c'est que le contexte politique et l'équilibre des pouvoirs dans le pays ont profondément évolué, ce que ne reflète tout simplement pas la résolution 2216 (2015). Dans ce contexte, nous estimons qu'il est urgent que les membres du Conseil revoient les fondements d'un règlement politique tout en préservant le rôle central des efforts de médiation de l'ONU et la contribution constructive des États de la région. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions aider M. Grundberg, par nos paroles autant que par nos actes, à élaborer une nouvelle feuille de route pour un règlement

qui rapprocherait les positions diverses et opposées des nombreux acteurs du conflit politique yéménite.

Nous exhortons les membres du Conseil de sécurité à trouver une solution à ce problème de longue date ; une solution qui permettrait de tourner le dos au conflit et de s'engager dans une voie politique pacifique et de fournir l'assistance nécessaire aux millions de Yéménites qui ont désespérément besoin d'aide humanitaire. Ce faisant, nous estimons que notre objectif ultime doit être de parvenir à un règlement global et durable des nombreux problèmes qui touchent le Yémen, mais aussi dans une large mesure les pays voisins. Malheureusement, nous constatons encore une fois que nos collègues occidentaux sont prêts à sacrifier l'unité du Conseil sur le Yémen et à utiliser le langage des sanctions. Guidés exclusivement par leurs intérêts égoïstes, ils rejettent ainsi les chances de trouver une quelconque solution. Une fois de plus, nous réaffirmons que les sanctions du Conseil de sécurité ne doivent être utilisées que pour faire avancer le processus politique au Yémen. Elles ne doivent pas avoir pour objet d'accroître la pression sur une des parties au conflit.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la gravité de la situation humanitaire au Yémen. Comme nous l'a expliqué M. Rajasingham, la situation, qui s'aggrave de jour en jour, ressemble de plus en plus à une catastrophe humanitaire à grande échelle. Les attaques contre des installations civiles sont également extrêmement préoccupantes. Nous demandons instamment aux parties belligérantes de respecter rigoureusement les dispositions du droit international humanitaire et de renoncer promptement et pleinement aux opérations qui détruisent les infrastructures non militaires et font des victimes civiles.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général par intérim, Ramesh Rajasingham, et l'Envoyé spécial, Hans Grundberg, de leurs exposés très utiles.

Comme ces deux intervenants l'ont indiqué, et alors que nous approchons de la fin de l'année et que nous faisons le bilan des 12 derniers mois, au cours desquels nos préoccupations quant à la situation au Yémen n'ont cessé d'augmenter, nous constatons malheureusement qu'il n'y a aucun signe de désescalade. Nous demeurons également préoccupés par les attaques transfrontalières récurrentes contre l'Arabie saoudite. En outre, nous avons constaté dernièrement une augmentation des frappes aériennes effectuées par la coalition.

L'intensification de la violence dans des régions telles que les provinces de Mareb, Chaboua et Hodeïda a eu de lourdes conséquences pour les civils dans ces régions. Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue. La Norvège a condamné à plusieurs reprises l'offensive menée par les houthistes à Mareb, qui se poursuit. Alors que les combats s'intensifient, nous constatons qu'un nombre croissant de personnes déplacées vivent dans des camps dans la province de Mareb dans des conditions difficiles. Elles sont désormais au nombre de 45 000, soit dix fois plus qu'en septembre, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

La semaine dernière, le camp d'Al Hamm a également été la cible d'une attaque au cours de laquelle quatre enfants et une femme ont été blessés. Malheureusement, ce n'est pas la première attaque dirigée contre un camp de déplacés. Nous condamnons de telles attaques. Nous exhortons toutes les parties à respecter le droit humanitaire international et à protéger la vie des civils.

Les enfants continuent de faire les frais du conflit au Yémen. Nous avons été choqués par le dernier rapport de Save the Children, selon lequel le Yémen est l'un des trois pays au monde où les enfants risquent le plus d'être recrutés pour être utilisés dans un conflit armé. Cela est inacceptable.

Je dois également évoquer l'évolution de la situation dans la province de Hodeïda. Depuis le retrait des forces soutenues par la coalition, la situation des civils a empiré. Nous sommes préoccupés par le rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui fait état du déplacement de 25 000 personnes rien qu'au cours du mois de novembre.

Nous encourageons les parties à l'Accord de Stockholm à accepter l'offre de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda de faciliter les discussions entre les parties.

Comme nous l'avons déjà souligné, il faut prendre des mesures pour améliorer la situation économique du Yémen et stabiliser la monnaie de toute urgence. À cet égard, nous nous associons à d'autres pays pour saluer la nomination récente d'un nouveau gouverneur, d'un nouveau gouverneur adjoint et d'un nouveau conseil d'administration de la Banque centrale du Yémen. Des réformes ambitieuses et la lutte contre la corruption seront de la plus haute importance à l'avenir.

Nous nous faisons également l'écho des appels lancés par l'OCHA et d'autres organisations aux houthistes pour qu'ils libèrent de toute urgence les membres du personnel des Nations Unies et des États-Unis d'Amérique qui sont détenus.

Enfin, après sept ans de destruction et de violence, la Norvège exhorte les parties à renouveler leurs efforts pour rétablir la paix. À cet égard, je tiens à réaffirmer notre appui à l'Envoyé spécial et à ses efforts visant à parvenir à un règlement politique durable du conflit au moyen d'un processus politique global et inclusif permettant à tous les acteurs de se faire entendre. Nous appelons toutes les parties à coopérer pleinement avec l'Envoyé spécial, sans conditions préalables et sans plus tarder.

**M<sup>me</sup> Buenrostro Massieu** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg et le Sous-Secrétaire général par intérim Rajasingham de leurs exposés.

Tout d'abord, je voudrais aborder la question de la violence qui sévit dans le pays. L'offensive contre Mareb s'est intensifiée, tandis que nous avons assisté à la réapparition d'autres foyers de conflit à Hodeïda et Taëz, ainsi qu'à des frappes aériennes visant Sanaa. Cette violence a eu de graves conséquences sur la population civile et a entraîné de nouvelles vagues de déplacement. À cet égard, le Mexique condamne le lancement de deux missiles contre un camp de déplacés géré par l'Organisation internationale pour les migrations dans la province de Mareb, il y a quelques semaines, et les attaques contre l'Arabie saoudite.

Les parties au conflit doivent honorer leurs obligations au titre du droit humanitaire international, en particulier les principes de distinction et de proportionnalité. Nous appelons les parties à assurer la coordination avec la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda en ce qui concerne les retraits unilatéraux des contingents militaires afin d'éviter les affrontements. Dans le même temps, nous voudrions attirer l'attention sur les résultats de la dernière conférence des chefs tribaux, qui ont réitéré la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale.

En outre, faisant écho à la déclaration à la presse publiée récemment par le Conseil de sécurité (SC/14707), mon pays, le Mexique, condamne fermement l'intrusion dans les locaux de l'ancienne ambassade des États-Unis d'Amérique à Sanaa et condamne le harcèlement et la

détention de nombreux anciens employés de l'ambassade par Ansar Allah.

Nous condamnons en outre la détention récente de deux membres du personnel des Nations Unies et nous demandons instamment aux houthistes de les libérer immédiatement. Les parties doivent garantir un espace humanitaire adéquat. L'absence d'un mécanisme impartial de responsabilisation est également regrettable. De tels mécanismes de lutte contre l'impunité sont essentiels pour la réconciliation sociale dans les pays déchirés par des conflits comme le Yémen.

En ce qui concerne le volet politique, nous nous félicitons des consultations que l'Envoyé spécial Grundberg a continué de mener tant au Yémen qu'avec les partenaires internationaux et nous le remercions pour ses mises à jour et son ardeur au travail. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. La seule solution sera une solution obtenue par un véritable dialogue politique. Il est clair que sans la volonté et l'engagement véritables des parties, il y aura peu de progrès vers un accord de paix. Par conséquent, le Mexique demande instamment que l'on persuade les parties de participer avec détermination et sans conditions préalables à un processus politique global et inclusif, facilité par les Nations Unies.

Il ne fait aucun doute que le conflit est l'une des principales causes de l'effondrement économique. Par conséquent, si les combattants ne déposent pas les armes, il sera impossible de renforcer les institutions de l'État, et sans ces institutions, il ne sera pas non plus possible de mettre en œuvre les politiques économiques nécessaires, comme la gestion des ports, le paiement des salaires des fonctionnaires ou la perception des impôts. À cet égard, nous nous félicitons de la nomination du nouveau Gouverneur de la Banque centrale du Yémen.

Nous nous félicitons également des propositions avancées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour promouvoir la reprise économique. À cet égard, nous saluons les efforts qui sont déployés pour assurer une coordination efficace des opérations entre les différents organismes des Nations Unies et les pays donateurs.

Enfin, nous prenons note des discussions en cours avec une société privée qui pourraient permettre de réduire les risques posés par le pétrolier *FSO SAFER*. Une fois de plus, nous appelons Ansar Allah à coopérer avec les organismes des Nations Unies et à faciliter cette opération.

**Le Président** : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Niger.

Je voudrais, à l'entame de mon propos, remercier M. Hans Grundberg et M. Ramesh Rajasingham pour la qualité de leurs exposés.

Durant plus de sept ans, la guerre civile au Yémen a rendu ce pays exsangue et jeté ses populations dans une situation humanitaire des plus catastrophiques, avec son lot de morts, de destructions et de souffrances diverses. Les opportunités pouvant mettre fin à cette tragédie n'avaient pourtant pas manqué. Elles étaient apparues à maintes reprises, mais se sont estompées aussitôt pour laisser la place aux affrontements meurtriers et au déplacement des populations civiles, dont des femmes et des enfants.

Ma délégation reste convaincue que l'issue de la crise du Yémen ne sera pas militaire. La bataille de Mareb, qui dure depuis des mois maintenant, illustre cette réalité. La résolution de cette crise, pour être durable, doit être la résultante d'un dialogue inclusif, conduit par les Yéménites eux-mêmes, avec l'appui de la communauté internationale.

Pour donner toutes ses chances à la reprise rapide de ce processus, auquel mon pays invite l'ensemble des parties, les conditions suivantes sont incontournables.

Les parties doivent, tout d'abord, s'engager pour un cessez-le-feu à l'échelle nationale en mettant un terme aux hostilités dans le pays. La trêve reste essentielle dans la perspective d'une reprise des pourparlers de paix.

Les parties doivent, ensuite, agir de bonne foi et de manière constructive pour le retour de la paix dans leur pays. En effet, cette paix tant souhaitée ne se réalisera qu'à travers l'engagement et la volonté des Yéménites eux-mêmes ainsi que les compromis qu'ils feront pour le seul bien du Yémen et de l'ensemble de son peuple.

Enfin, il est tout aussi primordial que les acteurs régionaux ainsi que les membres du Conseil ayant une influence sur les parties continuent d'œuvrer pour le rapprochement des parties et leur accompagnement dans le cadre des négociations.

La poursuite de la guerre au Yémen a eu pour principal corollaire la grave crise humanitaire dans laquelle le pays est plongé depuis plusieurs années. À mesure que les combats se prolongent au fil des années, les conditions de vie dans ce pays n'ont cessé de se détériorer, atteignant aujourd'hui des proportions

insoutenables et porteuses de désespoir pour les populations yéménites.

Le rapport publié par le Programme des Nations Unies pour le développement souligne, entre autres, que près de 60 % des décès sont causés par les conséquences indirectes du conflit, telles que le manque d'eau potable, la faim, les maladies, la détérioration des services de base, l'effondrement de l'économie, l'extrême pauvreté ainsi que le manque de moyens de subsistance. À ce sombre tableau viennent s'ajouter plusieurs autres facteurs tout aussi aggravants, dont les catastrophes naturelles et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les obstructions à l'acheminement de l'aide humanitaire ainsi qu'une insécurité alimentaire grandissante.

Le risque d'une famine à grande échelle continue de croître au Yémen en raison du manque de revenus des ménages mais aussi du manque d'un financement prévisible et durable à même d'assurer l'assistance vitale aux milliers de familles nécessiteuses. C'est pourquoi nous appelons les pays donateurs et en particulier ceux de la région à plus de générosité à l'égard de la population tant éprouvée du Yémen en finançant le plan humanitaire du Yémen, conformément aux engagements pris lors de la dernière conférence organisée par l'ONU en octobre dernier.

Pour conclure, ma délégation voudrait exprimer sa préoccupation face à la situation du pétrolier *FSO SAFER*, dont les travaux d'inspection tardent encore à démarrer, alors même que l'état de délabrement avancé de ce navire continue d'exposer le Yémen ainsi que les pays riverains de la mer Rouge à de graves risques de catastrophe environnementale aux conséquences incalculables. Pour éviter les dégâts incalculables que l'explosion de ce pétrolier pourrait avoir sur l'environnement, nous appelons les houthistes à faire preuve de responsabilité et à honorer leurs engagements, en délivrant les autorisations nécessaires à l'équipe de l'ONU chargée des opérations d'inspection du pétrolier *FSO SAFER*.

Le Niger salue les efforts inlassables de M. Grundberg et réaffirme son plein engagement à soutenir l'ensemble des efforts de la communauté internationale en vue du dénouement heureux de cette crise.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant du Yémen.

**M. Al-Saadi** (Yémen) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Grundberg et M. Rajasingham de leurs exposés.

Depuis la dernière séance d'information publique du Conseil de sécurité consacrée au Yémen il y a deux mois (voir S/PV.8878), les souffrances humanitaires du peuple yéménite se sont accrues en raison de la poursuite des attaques sauvages lancées par les houthistes contre les villes, leur habitants et les personnes déplacées, notamment dans les provinces de Mareb, Hodeïda et Chaboua. À cela s'ajoutent les conditions humanitaires difficiles dans la province de Taëz causées par le siège, les bombardements systématiques, la présence de tireurs embusqués, les barrages routiers et les enlèvements de civils.

Les récentes attaques des houthistes et l'escalade des hostilités ont provoqué le déplacement de 17 000 familles comprenant plus de 101 000 personnes, dont plus de 25 000 civils à la suite de la récente offensive des houthistes dans la province de Hodeïda, en violation flagrante de l'Accord de Stockholm. Les milices houthistes ont cherché à faire obstacle à la mise en œuvre de l'Accord et à compromettre la capacité de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda de s'acquitter de son mandat conformément à la résolution 2452 (2019).

La Mission est l'otage des retenue houthistes dans les zones sous leur contrôle et nous nous demandons si elle doit continuer ses activités, car elle reste silencieuse face à toutes les violations qu'ils commettent.

Les milices houthistes ont poursuivi leur offensive à Mareb, ciblant les civils et les camps de déplacés avec des missiles balistiques et des drones. Plus récemment, elles ont lancé deux missiles balistiques de fabrication iranienne sur le camp d'Al-Huma à Mareb, où vivent 1 264 familles, ce qui a entraîné la mort de plusieurs femmes et enfants. Hier encore, elles ont lancé un autre missile balistique contre la ville de Mareb, alors que les Yéménites célébraient une victoire dans un match de football.

La poursuite de l'assaut des houthistes contre Mareb, qui est le dernier refuge sûr pour des millions de personnes déplacées, participe de leur stratégie visant à faire le plus grand nombre possible de victimes civiles et à provoquer de nouvelles vagues de déplacement en représailles, preuve s'il en est que ces milices sont des terroristes assoiffés de sang. Il faudra une intervention humanitaire et une action d'urgence pour répondre aux

besoins fondamentaux de la population afin de combler l'important déficit humanitaire causé par ces vagues de déplacements forcés. Nous appelons le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à mettre fin à l'offensive des houthistes sur Mareb et sauver la vie de millions de civils et de personnes déplacées.

Comme l'a dit M. Rajasingham dans son exposé, l'effondrement de l'économie a eu un effet considérable sur la situation humanitaire. C'est pourquoi il faut appuyer les efforts déployés par le Gouvernement yéménite dans la capitale temporaire d'Aden pour surmonter les défis économiques et humanitaires et mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'améliorer son fonctionnement.

Sous la direction de S. E. M. Abdrabuh Mansour Hadi, Président de la République du Yémen, le Gouvernement est déterminé à faire face aux défis exceptionnels actuels, à mobiliser des ressources, à réglementer le secteur financier, à stabiliser la monnaie et à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour enrayer l'effondrement de l'économie et améliorer les conditions de vie. La récente nomination du nouveau Gouverneur du conseil d'administration de la Banque centrale du Yémen en est un exemple, qui devrait stimuler les efforts de redressement et la stabilité économique.

Nous appelons la communauté internationale et tous nos amis et frères à aider le Gouvernement yéménite à surmonter les graves difficultés économiques résultant de la guerre qui a été imposée à notre peuple, notamment en apportant un appui urgent aux plans du Gouvernement pour mettre en œuvre des réformes et renforcer les institutions de l'État.

Il ne sera pas possible de mettre fin aux souffrances du peuple yéménite sans un cessez-le-feu immédiat, suivi de l'adoption de mesures économiques et humanitaires et de la reprise du processus politique en vue de parvenir à une paix durable et viable.

Ce processus doit être mené conformément aux mandats convenus pour une solution politique, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015). Comme l'a noté mon collègue le représentant de la Russie, nous réaffirmons que la résolution 2216 (2015) reste la base d'une solution au Yémen afin de parvenir à une paix durable et viable.

Ce qui se passe sur le terrain ne change rien aux faits. Les milices houthistes ont mené un coup d'État militaire contre le consensus national, les conclusions du dialogue national et le processus politique. Les milices houthistes n'ont fait aucun cas de toutes les résolutions du Conseil de sécurité visant à trouver un règlement pour mettre fin au conflit. La résolution 2216 (2015) reste au fondement de toute solution. Les houthistes ne croient pas à un partenariat politique ; ils croient en leur suprématie ethnique et divine. Ils ne croient ni au dialogue, ni à la paix.

Le Gouvernement yéménite, au contraire, a accueilli favorablement toutes les initiatives et suggestions formulées dans l'intérêt de la paix. Nous avons pris part de manière positive et en toute bonne foi aux efforts déployés par l'ONU, par le truchement de l'Envoyé spécial, pour mettre fin au conflit. Mais les milices houthistes considèrent ces efforts de paix comme un outil permettant de poursuivre la guerre afin d'imposer un fait accompli, car elles sont convaincues de leur suprématie divine. Elles se nourrissent d'illusions qui les poussent à rechercher la domination politique et la supériorité ethnique.

Ces milices ont entravé tous les efforts diplomatiques déployés pour régler le conflit. Elles ont profité de tous les efforts et initiatives menés sur le plan international et régional pour gagner du temps et poursuivre leur guerre et leur agression contre le peuple yéménite. Elles prennent pour cible les villes et les civils du Royaume d'Arabie saoudite avec des missiles balistiques et des drones, sans oublier leurs comportements provocateurs et leurs agressions contre les organisations internationales, les travailleurs humanitaires et les biens diplomatiques dans les zones qu'elles contrôlent. Le Gouvernement yéménite condamne l'intrusion des milices houthistes dans l'enceinte de l'ambassade des États-Unis à Sanaa, où elles ont détenu plusieurs employés locaux et pillé et détruit des biens.

Le régime iranien continue d'interférer dans les affaires intérieures de mon pays et de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du Yémen et de la région. Il continue de prolonger la guerre et d'exacerber la crise humanitaire en enfreignant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et l'embargo sur les armes. Ce régime continue de fournir aux milices houthistes des armes et une expertise militaire, ainsi que divers types de missiles, comme les armes iraniennes qui ont été interceptées tout récemment, alors qu'elles

allaient parvenir aux milices houthistes, notamment 171 missiles sol-air, huit missiles antichars, des composants de missiles de croisière, des dispositifs anti-navires, des systèmes optiques pour armes thermiques et des composants de drones, ainsi que 1,1 million de barils de dérivés pétroliers. Ces pratiques iraniennes continueront tant que la communauté internationale, l'ONU et le Conseil n'adopteront pas une position ferme et dissuasive. Le principal obstacle à la paix au Yémen réside dans le fait que l'Iran insiste à continuer de se comporter de manière agressive et à poursuivre son chantage en usant de ses agents de sabotage, à savoir les milices houthistes, qui servent le dangereux projet iranien, sèment le chaos et le terrorisme et menacent la navigation internationale en mer Rouge et dans le détroit de Bab el-Mandab.

Des millions d'enfants yéménites qui vivent dans des zones contrôlées par les houthistes risquent d'être recrutés et utilisés dans les combats. Ils sont privés du droit à l'éducation et à une vie normale dont jouissent tous les enfants du monde. Les milices houthistes continuent d'enlever des dizaines de milliers d'enfants à leurs foyers, à leurs quartiers et à leurs écoles pour les envoyer dans des camps, sans se soucier de leur sort ou de la souffrance de leurs familles. Ils leur font subir un lavage de cerveau avec des slogans hostiles et des idées extrémistes importées. Ils les entraînent vers un enfer meurtrier, dans ce qui représente la plus grande entreprise d'exploitation et de recrutement d'enfants de l'histoire de l'humanité. Les milices houthistes ont également pris le contrôle d'écoles et d'établissements d'enseignement, qu'ils ont transformés en casernes et en dépôts d'armes, en violation flagrante du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. Nous appelons la communauté internationale et les institutions chargées des droits humains à prendre

leurs responsabilités et à pousser les houthistes à mettre fin à leurs violations, à protéger les enfants contre leurs comportements abusifs et à aider le Gouvernement yéménite à mettre en œuvre sa stratégie nationale de lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés.

Les milices houthistes n'ont pas non plus épargné les femmes yéménites de leurs crimes, leur faisant subir enlèvements, déplacements forcés, actes de torture psychologique et physique et harcèlement sexuel. Elles prononcent des jugements basés sur des accusations mensongères portées contre des femmes, comme dans le cas d'Intisar Al-Hammadi et de ses collègues.

Le Conseil de sécurité tient les milices houthistes pour responsables d'une catastrophe économique et environnementale qui résulterait du pétrolier *FSO SAFER*. Le fait que le navire n'ait été ni réparé ni même entreposé en fait une bombe à retardement et une catastrophe potentielle qui menace le Yémen et les pays de la région. Si cette catastrophe se produisait, elle constituerait un des pires désastres économiques et environnementaux au monde. Nous appelons une nouvelle fois le Conseil de sécurité à faire pression sur les milices houthistes pour qu'elles cessent d'utiliser le pétrolier comme un levier et qu'elles permettent à l'équipe technique des Nations Unies d'y accéder, afin d'éviter une grave catastrophe pour la région et le monde.

Pour terminer, je tiens à remercier les membres du Conseil dont le mandat expire à la fin du mois. Je les remercie de leurs efforts pour mettre fin au conflit au Yémen et soulager les souffrances du peuple yéménite. Nous leur souhaitons plein succès, et présentons nos vœux de paix et de prospérité à leurs peuples.

*La séance est levée à 11 h 45.*